

Convention collective

IDCC : 8112. – **EXPLOITATIONS DE POLY CULTURE ET D'ÉLEVAGE
(ILE-DE-FRANCE, SEINE-ET-MARNE EXCEPTÉE)
(6 décembre 1963)**

(Etendue par arrêté du 7 septembre 1964,
Journal officiel du 8 octobre 1964)

AVENANT N° 130 DU 26 JUIN 2009

NOR : *AGRS0997121M*

IDCC : *8112*

Entre :

La fédération des syndicats d'exploitants agricoles d'Ile-de-France (FSEA) ;

La fédération des coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA),

D'une part, et

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes (FGTA) FO ;

La fédération générale agroalimentaire (FGA) CFDT ;

La fédération de l'agriculture CFTC ;

Le SNCEA CFE-CGC ;

L'union régionale des syndicats agroalimentaires et forestiers (URSAF) CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 15 sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Article 15

Contrat à durée indéterminée. – Période d'essai

Sauf accord entre les parties, tout engagement est conclu à l'essai. La durée de la période d'essai est fixée comme suit :

- 1 mois pour les ouvriers classés en dessous du niveau III, échelon 1 ;
- 2 mois pour les ouvriers classés à partir du niveau III, échelon 1.

La période d'essai est éventuellement renouvelable 1 fois.

Lorsqu'il est mis fin, par l'employeur, au contrat en cours de la période d'essai, le salarié est prévenu dans un délai qui ne peut être inférieur à :

- 24 heures en deçà de 8 jours de présence ;
- 48 heures entre 8 jours et 1 mois de présence ;
- 2 semaines après 1 mois de présence,

sauf accord des parties.

Lorsqu'il est mis fin à la période d'essai par le salarié, celui-ci respecte un délai de prévenance de 48 heures. Ce délai est ramené à 24 heures si la durée de présence du salarié dans l'entreprise est inférieure à 8 jours.

Le contrat se poursuivant après la période d'essai ne peut être résilié qu'en respectant les dispositions des articles 51 et suivants de la présente convention. »

Le reste de l'article demeure inchangé.

Article 2

Les dispositions de l'article 43 sont annulées et remplacées par les dispositions ci-après :

« Article 43

Appréciation du droit au congé. – Année de référence

Tout salarié en contrat à durée indéterminée (CDI) qui justifie au cours de l'année de référence avoir été occupé chez le même employeur pendant un temps équivalant à un minimum de 10 jours de travail effectif a acquis le droit au congé.

Tout salarié embauché en contrat à durée déterminée (CDD) acquiert son droit à congé dès le premier jour de travail effectif.

Le point de départ de la période prise en considération pour l'appréciation du droit au congé est fixé au 1^{er} juin de chaque année.

Pour déterminer les droits des salariés au congé annuel, on doit donc considérer la durée des services accomplis depuis le 1^{er} juin de l'année précédente jusqu'au 31 mai de l'année en cours.

Les services accomplis après le 31 mai seront pris en considération l'année suivante même si le salarié prend ses vacances après cette date. »

Article 3

Les dispositions de l'article 52 *bis* sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Article 52 *bis*

Indemnité de licenciement

Le salarié lié par un contrat de travail à durée indéterminée qui est licencié alors qu'il compte 1 an d'ancienneté ininterrompue au service du même employeur a droit, sauf en cas de faute grave ou lourde, à une indemnité de

licenciement qui ne peut être inférieure à une somme calculée sur la base soit de 20 heures de salaire, soit de 1/5 de mois par année de service dans l'exploitation jusqu'à 10 ans auquel s'ajoutent 2/15 au-delà de 10 ans. Le salaire servant de base au calcul de cette indemnité est le salaire moyen des 3 derniers mois. »

Article 4

Les dispositions de l'article 65 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 65

Couverture retraite et prévoyance

Tout employeur visé par la présente convention doit adhérer, pour l'ensemble de son personnel d'exécution, aux institutions de retraite et de prévoyance "CAMARCA" et "Agri-Prévoyance" gérées au sein du groupe "AGRICA", dont le siège social est situé 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 08. »

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 26 juin 2009.

(Suivent les signatures.)